

Ma retraite, je veux la vivre, je veux en vivre !

Les élections municipales viennent de signifier clairement à Nicolas Sarkozy et à son gouvernement que sa politique ne passe pas auprès des français.

Néanmoins, le même Sarkozy, droit dans ses bottes et sourd aux aspirations des citoyens, décide de poursuivre, voire d'accélérer, les politiques antisociales qu'il a initiées en accord avec le MEDEF.

Il faut donc **continuer à agir avec détermination contre ces politiques.**

Les atteintes au droit à la retraite sont de nouveau à l'ordre du jour.

En effet, une nouvelle phase de discussions avec le gouvernement et le patronat va s'ouvrir sur l'avenir de nos systèmes de retraite.

Le gouvernement veut confirmer et généraliser les orientations de 2003 :

- allongement de la durée de cotisation à 41 annuités,
- baisse du niveau des pensions,
- remise en cause du dispositif de départ anticipé pour les longues carrières.

De son côté, **le MEDEF** fait monter ses exigences en avançant le recul du droit légal à la retraite à 62, voire 63 ans avec réduction de la contribution des entreprises au financement des retraites...

La volonté réelle, tant du gouvernement que du MEDEF, est de **faire exploser les régimes de retraite par répartition**. On constate dès maintenant les conséquences néfastes des dispositions Balladur de 1993 sur les pensions des salariés du secteur privé et notamment la diminution drastique du montant des retraites qui sont souvent inférieures au seuil de pauvreté. Lorsque les jeunes générations seront bien persuadées qu'elles n'ont aucune chance d'obtenir une retraite décente, les temps seront mûrs pour la mise en place d'un **système par capitalisation**.

Or « l'épargne-retraite » n'est trop souvent qu'une illusion :

- les coûts de gestion sont beaucoup trop élevés et viennent grever les rentes futures,
- le montant de la rente future n'est jamais garanti. La seule chose que connaît l'épargnant, c'est le montant de sa cotisation. Le niveau de la rente dépend, lui, des fluctuations des marchés financiers et de l'habileté du gestionnaire. En cas de crise financière grave, le risque de tout perdre est important.
- le niveau attendu de la future rente est surestimé. Et pourtant, d'après un calcul de la fédération des sociétés d'assurances, un salarié devrait placer depuis l'âge de trente ans, l'équivalent **d'un mois de salaire tous les ans** pour escompter au mieux une augmentation de **15% de ses revenus** à la retraite.

On se rend compte que le système par capitalisation risque d'être en fait une **gigantesque escroquerie** destinée à drainer vers la finance internationale une part importante des revenus du travail. D'ailleurs, dans les pays où sont mis en place des systèmes de retraites par capitalisation, les travailleurs ont rarement à s'en féliciter. C'est le cas par exemple en Grande-Bretagne où le système d'épargne-retraite mis en place par Margareth Thatcher a fait faillite, puisque 1 travailleur britannique sur 4 seulement peut espérer disposer d'une retraite convenable (*étude de J. Morgan-Fleming, « l'état du système britannique de pension », 2003*).

Soyons donc nombreux, **tant actifs que retraités**, à manifester le 29 mars notre opposition déterminée aux projets de Sarkozy et du patronat et à exiger :

- le droit à la retraite à 60 ans,
- la reconnaissance de la pénibilité au travail pour un départ anticipé,
- la garantie du niveau des retraites avec un taux de remplacement de 75% et un minimum équivalent au SMIC,
- le financement des retraites sans réduction de la contribution des entreprises, son élargissement par la taxation des produits financiers, la modification des bases de calcul favorisant l'emploi et, pour les fonctionnaires, le maintien des pensions sous le régime de la dette publique.

Georges Coté, secrétaire départemental.

Quel financement pour les retraites ?

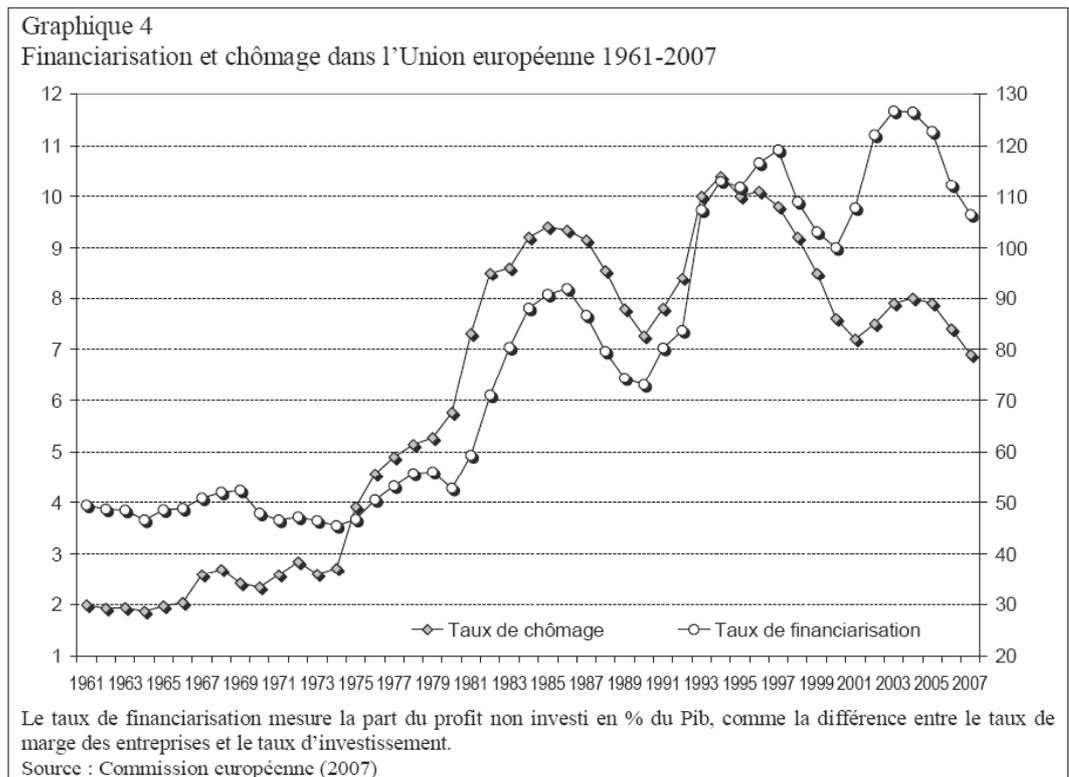
Dès qu'un économiste ou un politicien libéral parle des retraites, c'est pour dénoncer les problèmes de financement que les régimes par répartition vont connaître du fait du rapport décroissant entre actifs et retraités. Certes le ratio actifs/retraités risque de baisser, mais beaucoup moins selon les dernières projections démographiques. De plus, l'apport de l'immigration est rarement pris en compte à sa juste valeur.

On peut par ailleurs aborder le problème du financement sous un angle plus général, celui de la part des salaires dans le montant total des richesses produites (*certaines économistes parlent de **taux d'exploitation***). En effet, il est indispensable de rappeler que **les pensions sont des salaires, c'est-à-dire le paiement d'un travail**. Les retraites constituent avec l'ensemble des avantages sociaux ce que certains économistes appellent le salaire différé ou aussi salaire socialisé. Puisque c'est du salaire, il doit donc être pris en compte comme tel dans les analyses économiques.

Or qu'observe-t-on en étudiant la part des salaires totaux (directs et différés) dans le PIB ?

Le graphique ci-dessous (source INSEE) montre l'évolution de la part des salaires dans le PIB pour la France, l'union européenne et l'ensemble des pays du G7 de 1960 à 2006.

On constate que cette part augmente de 1960 à 1981 puis qu'elle baisse ensuite très rapidement et de façon continue jusqu'à atteindre en 2006 des taux très inférieurs aux taux de 1960. Ce mouvement est encore plus prononcé en France que dans l'ensemble de l'union européenne (entre 1982 et 2005, la part salariale a baissé en France de 8,7 points).



Il s'agit donc d'une confiscation croissante des richesses produites au profit de la sphère financière et du capitalisme international au détriment du travail.

Il faut par ailleurs se souvenir que **pendant cette même période le PIB a beaucoup augmenté** puisque la croissance annuelle moyenne est alors proche de 2,5%. Conjugons ces deux faits, baisse de la part des salaires et augmentation du PIB, et nous voyons que **les soi-disant problèmes de financement des retraites n'existent qu'en fonction des choix politiques qui ont été faits.**

La même analyse permet d'ailleurs de constater que la **baisse du pouvoir d'achat** n'est qu'une autre des conséquences de ces mêmes choix politiques. M. Sarkozy et son gouvernement veulent nous faire croire qu'ils essaient d'apporter des solutions à ces problèmes de pouvoir d'achat et de retraites, mais comme ils ne veulent surtout pas remettre en cause les fondements des choix économiques qui avantagent leurs amis, les travailleurs n'ont rien à espérer de bon de leur part.

D'autres choix sont possibles. A nous de les faire avancer !